



# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



Revue de presse

03 mai 2016

L'évasion massive d'une quarantaine de détenus de la prison centrale d'Ambalabe Tuléar, survenue dans la matinée d'hier, est à la Une des quotidiens parus ce jour. En effet, 41 prisonniers se sont échappés de la maison carcérale, profitant du « laxisme » des agents pénitenciers. L'ouverture des sessions ordinaires des deux Parlements occupe également les colonnes des journaux d'aujourd'hui.

## Relations internationales

### LE PREMIER MINISTRE REÇOIT L'AMBASSADEUR DE L'UNION EUROPEENNE

Olivier Solonandrasana Mahafaly a reçu hier, au palais de Mahazoarivo, l'ambassadeur de l'Union européenne Antonio Sanchez-Benedito. A l'issue de la rencontre, le diplomate a expliqué que le gouvernement malgache et l'Union européenne partagent les mêmes priorités, qui reposent essentiellement sur la lutte contre la pauvreté, la corruption mais également l'insécurité et la mise en place de la décentralisation effective. Par conséquent, l'UE se positionne en partenaire privilégié de la Grande Ile par rapport à ces objectifs. Le Chef de la délégation de l'Union européenne a également profité de cette visite de courtoisie pour adresser ses félicitations au Premier ministre, pour sa nomination à la tête du gouvernement. Pour sa part, le numéro deux de l'Exécutif a souligné que l'Union européenne a toujours travaillé aux côtés de l'Etat malgache, même pendant la période de crise. Elle a particulièrement œuvré dans la partie sud du pays en faveur des plus démunis, explique Olivier Solonandrasana Mahafaly. Par ailleurs, le Chef du gouvernement a affirmé qu'un grand changement sera opéré en vue d'améliorer le niveau de vie de la population, afin que l'effort consenti par son équipe gouvernementale ait un impact direct sur son quotidien. (L'Express de Madagascar, p. 5 ; Midi Madagasikara, p. 4 ; La Vérité, p. 2)

### LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT ACCORDE UN PRET DE 9 MILLIONS DE DOLLARS

Le lancement officiel du Projet d'Appui à la Promotion des Investissements s'est déroulé hier, à l'hôtel Carlton Anosy. Il s'agit d'un projet financé par la Banque Africaine de Développement et qui vise à promouvoir les investissements privés à Madagascar. Le projet PAPI s'adresse principalement aux femmes et aux jeunes entrepreneurs, à la tête de PME opérant dans le secteur textile. D'autres secteurs à forte valeur ajoutée, tels que le secteur minier, les NTIC ou encore l'agro-industrie pourront néanmoins en bénéficier. Le projet PAPI fait l'objet d'un financement de la BAD à hauteur de 7 millions d'unités de compte, soit environ 9 millions de dollars, dont 6 millions USD porteront sur les investissements tandis que le reste servira à l'appui au partenariat public-privé, à la gestion du projet et pour les imprévus. En marge de la cérémonie d'hier, le ministre auprès de la Présidence chargé des Projets présidentiels, de l'Aménagement du territoire et de l'Equipement, Narson Rafidimanana a fait savoir que ce projet contribuera nettement à la promotion de l'investissement privé et l'amélioration du climat des affaires dans le pays. Le but étant de créer près de 120.000 emplois dans le secteur textile jusqu'en 2018 et d'augmenter le taux des investissements privés à 18% du Produit Intérieur Brut, si celui-ci était de 15,2% en 2013. (Les Nouvelles, p. 2 ; Midi Madagasikara, p. 13 ; L'Express de Madagascar, p. 7 ; Madagascar-Laza, p. 4 ; La Gazette de la Grande Île, p. 8 ; Madagascar Matin, p. 6)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



## Politique interne

### LES DEUX CHAMBRES DU PARLEMENT ENTRENT EN SESSION ORDINAIRE

L'Assemblée nationale et le Sénat débutent ce jour leur première session ordinaire, pour cette année. Ainsi, les deux chambres du Parlement siègeront simultanément en session pour la première fois durant cette quatrième République. Si la cérémonie d'ouverture se tiendra à 10 heures pour l'Hémicycle de Tsimbazaza, les sénateurs se donnent rendez-vous à 16 heures au palais d'Anosy. Le début de session ordinaire des députés sera principalement marqué par le discours du nouveau Premier ministre Olivier Solonandrasana Mahafaly, portant sur le programme de son gouvernement. Cette première réunion ordinaire de la Chambre basse pourrait néanmoins être le théâtre de vifs échanges, que ce soit entre les députés durant les travaux ou avec l'équipe d'Olivier Solonandrasana Mahafaly, durant les face-à-face. Pour cause, le dernier remaniement gouvernemental a laissé des traces à Tsimbazaza. En effet, bien que la Présidence de la République affirme avoir collecté plus de cent signatures de députés afin de procéder au remplacement de Jean Ravelonarivo, certains élus affirment n'avoir rien paraphé et avoir été dupé par le président de leur groupe parlementaire. Si la session devrait être animée à l'Assemblée nationale, le Sénat ne sera pas en reste. Les échanges entre les « défenseurs » du pouvoir, largement majoritaires et quelques figures qui veulent incarner « l'opposition » risquent en effet d'agiter le palais de verre d'Anosy. L'altercation verbale entre les sénateurs Lylison René de Roland et Riana Andriamandavy VII pourrait par conséquent se prolonger dans l'Hémicycle de la Chambre haute. Le sénateur MAPAR pourrait également attendre le face-à-face avec le Premier ministre pour régler ses comptes, vu qu'il n'a de cesse de pilonner le Chef du gouvernement dans les médias, opine **L'Express de Madagascar**. (p. 5 ; **La Vérité**, p. 2 ; **Tia Tanindrazana**, p. 2)

- De l'avis de **Les Nouvelles**, la session ordinaire parlementaire qui débute ce jour risque d'être mouvementée. Si certains députés attendent effectivement la présentation de la mise en œuvre de la Politique Générale de l'Etat, d'autres envisagent de rouvrir les anciens dossiers, notamment ceux se rapportant à la gestion du Fonds de Développement Local. Pour rappel, l'Etat avait octroyé une somme de 200 millions d'Ariary à chaque District dans le cadre du FDL, mais les députés ont jugé que la somme était insuffisante et ont ainsi proposé de la porter à 400 millions d'Ariary. Les parlementaires ont par la suite été déboutés par la Haute Cour Constitutionnelle. (p. 3)
- Fini le monopole de l'Assemblée nationale, opine **Madagascar-Laza**. Comme le prévoit la Constitution, tout projet ou proposition de loi est examiné en premier lieu par la Chambre basse puis sera retransmis au Sénat. Les débats parlementaires auront lieu successivement dans chaque Chambre du Parlement jusqu'à l'adoption d'un texte unique. Notons qu'une vingtaine de projets de textes sont pour le moment parvenus à l'Assemblée nationale (p. 2).

### LE SENAT TENTE LA MEDIATION POUR METTRE FIN AUX MOUVEMENTS SYNDICAUX

La Chambre haute prend ses responsabilités pour apaiser les tensions sociales et notamment, pour mettre fin aux mouvements syndicaux. En effet, son Bureau permanent compte convoquer une rencontre avec les syndicalistes en grève le 4 mai prochain et ce, afin de discuter d'une issue favorable des contestations. Ainsi, 10 représentants par syndicat sont conviés pour cette rencontre. Le Bureau permanent du Sénat prévoit en quelques sortes d'entreprendre une médiation, mais surtout d'instaurer le dialogue entre l'Etat et les syndicats. (**Midi Madagasikara**, p.3 ; **Tia Tanindrazana**, p. 2)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



- *Le pouvoir « réquisitionne » la Chambre haute pour faire le pompier, titre L'Observateur. D'après le quotidien, le régime actuel n'a plus que le Sénat pour apaiser les tensions et tenter de trouver des solutions aux maux du pays et notamment, aux revendications des syndicalistes. (p. 3)*

## Economie et société

### LES AGENTS DE L'ADMINISTRATION DU TRAVAIL LANCENT UN ULTIMATUM AU GOUVERNEMENT

*Les agents de l'Administration du travail annoncent une grève illimitée à partir du 5 mai prochain, si aucune mesure n'est prise par l'Exécutif pour clarifier leur situation. Le département de l'Administration du travail n'a en effet été attribué à aucun ministère, lors de la constitution du gouvernement. Au cours d'un entretien accordé à **L'Express de Madagascar** hier, le Secrétaire général du syndicat autonome des inspecteurs du travail, Narindra Rakotonirina a fait part du projet de dépôt d'un préavis de grève de 48 heures. Des rencontres avec le Premier ministre se sont certes tenues mais les réponses du gouvernement n'ont guère été satisfaisantes. Le PM avait d'ailleurs demandé un délai de 10 jours pour changer les choses, délai qui a expiré dimanche dernier sans qu'aucune décision ne soit prise. En raison de la confusion qui règne autour de son statut, le syndicat revendique à ce que l'Administration du travail fasse l'objet d'un ministère à part entière et qui ne soit plus rattachée à la Fonction publique. Rappelons que le ministre de la Fonction publique et de la Réforme de l'administration, Jean de Dieu Maharante, avait annoncé que l'Administration du travail restait sous sa tutelle, bien que ces propos n'aient pas apaisé les agents syndiqués. Par ailleurs, une note du Conseil du gouvernement et une circulaire ministérielle avaient déjà assuré que le ministère serait finalement dénommé ministère de la Fonction publique, de la Réforme de l'administration, du Travail et des Lois sociales. « Sans décret présidentiel en bonne et due forme, ces notes n'ont aucune valeur », déplorent les syndicalistes. (, p. 3)*

### EVASION DE 41 DETENUS DE LA MAISON CENTRALE DE TULEAR

*Une évasion spectaculaire s'est produite à la prison centrale d'Ambalabe Tuléar, hier matin vers 1 heure. En effet, 41 détenus, dont certains jugés comme dangereux, se sont échappés avec la complicité des agents pénitentiaires. Jusqu'à hier soir, une trentaine de prisonniers ont réussi à s'évanouir dans la nature, tandis que deux autres ont été interpellés alors qu'ils tentaient de prendre la fuite. Deux autres fugitifs ont été frappés de projectiles au moment où ils escaladaient le mur de la prison, et sont actuellement admis en soins intensifs à l'hôpital de Tuléar. En passant les environs au peigne fin, dans la matinée d'hier, les forces de police ont réussi à appréhender 4 autres fuyards. Selon les explications de Séraphin Momaly Tandriky, Directeur régional par intérim de l'administration pénitentiaire à Tuléar, la complicité de certains agents de l'établissement carcéral a facilité cette évasion. « Certains surveillants étaient dans le coup. Interrogé, l'un des préposés à la surveillance de la prison a indiqué que toutes les clés des cadenas ainsi que son téléphone portable avaient disparu au moment où il avait pris son bain, la nuit de l'évasion » a fait savoir ce haut responsable. Et d'ajouter que lors de l'inspection des portes des autres cellules, il a été constaté que tous les cadenas avaient été ouverts, laissant ainsi entendre qu'une évasion massive a été planifiée. Le Directeur général de l'administration pénitentiaire avait prévu de tenir une conférence de presse sur cette évasion, ce jour au siège du ministère de la Justice à Faravohitra. Finalement, c'est le responsable de la communication de ce département, Jeremy Napou qui a fait le point sur la situation. « Les informations en notre possession sont encore floues. Le directeur régional de l'administration pénitentiaire de Tuléar ainsi que le Chef d'établissement sont d'ailleurs actuellement dans la capitale » a-t-il précisé. Interrogé sur les liens possibles entre cette évasion et la grève des syndicats des pénitenciers, l'équipe de la direction générale de l'administration pénitentiaire n'a apporté aucune réponse. (L'Express de Madagascar, p. 10 ; Midi Madagasikara, p. 17 ; Madagascar-*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



Laza, p. 14 ; L'Observateur, p. 6 ; Tia Tanindrazana, p. 3)

- Les observateurs n'ont pas manqué de lier l'évasion de prisonniers à l'attaque de la station d'essence Jovenna de Sanfily, survenue dans la matinée d'hier. 4 bandits armés de fusils d'assaut kalachnikov ont attaqué la station-service, vers 7 heures 45 minutes, emportant une importante somme d'argent. (**Midi Madagasikara, p. 17**)
- Le commissaire central de la ville de Tuléar, Pascal Andriamahaso a signifié que les autorités ont déjà pris les mesures qui s'imposent. « Nous avons multiplié les contrôles d'identité, les patrouilles et les rondes en ville et dans les localités environnantes en vue de mettre la main sur les évadés dans les plus brefs délais. Des barrages filtrants ont été placés à la sortie de la ville », a-t-il rassuré. (**Les Nouvelles, p. 8**)
- De l'avis de **La Gazette de la Grande Île**, l'évasion massive des détenus de la prison de Tuléar semble faire suite à la grève des agents pénitenciers dans la Grande Ile. D'après le quotidien, les fugitifs auraient des complices à l'extérieur, dans la mesure où un véhicule blanc les attendait non loin de la prison. (**p. 3**)
- L'évasion massive qui s'est produite à Tuléar est un drame de plus qui rallonge la liste des fléaux de ce régime, opine **Madagascar Matin**. Cette évasion reste l'un des principaux résultats néfastes de la grève des agents pénitentiaires qui sont habitués à un laisser-aller général, conclut le quotidien. (**p. 3**)
- Selon certains observateurs, cette évasion, programmée ou non, semble viser le Corps des pénitenciers dans le but de discréditer le mouvement de grève qu'il entreprenne en ce moment. (**La Vérité, p. 7**)

## JOURNEE MONDIALE DE LA LIBERTE DE LA PRESSE CE JOUR

La date d'aujourd'hui se rapporte à la Journée mondiale de la liberté de la presse. « Accès à l'information et libertés fondamentales, c'est notre droit », tel est le thème choisi pour la célébration cette année. Dans le cas de la Grande île, l'adoption du Code de la communication est clairement attendue par les acteurs de l'information. A cet effet, le député d'Ambovombe Atsimo, Andriasy Milavonjy espère que ce texte figurera réellement dans l'ordre du jour de la première session ordinaire du Parlement. En cette journée mondiale de la liberté de la presse, le Secrétaire général des Nations-unies Ban Ki-Moon exhorte tous les gouvernements, politiciens, entreprises et citoyens à promouvoir et à protéger l'indépendance et la liberté des médias. De son avis, il importe que les médias et la presse soient libres, indépendants, et puissent exercer en toute sécurité. Or, bien souvent, des journalistes sont menacés, harcelés ou sont même tués dans leur quête d'informations, opine **Madagascar-Laza, p. 6**

- Une communication verbale relative à la célébration de la Journée mondiale de liberté de la presse a été approuvée en Conseil du gouvernement. A cet effet, quelques manifestations sont au programme de cette journée, à savoir l'inauguration de la stèle du 150<sup>ème</sup> anniversaire et des expositions. (**La Gazette de la Grande Île, p. 6**)
- Pour marquer la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse, l'Institut Ravinala a convié les journalistes, hier, au centre de presse à Antsakaviro. A cette occasion, il a encouragé les journalistes malgaches dans la revendication de leur liberté dans l'exercice de leur fonction et a fait savoir que les persécutions sont bel et bien réelles dans d'autres pays (**Les Nouvelles p. 5**)
- Dans un communiqué de presse paru le 02 mai dernier, la Secrétaire générale de la Francophonie, Michaëlle Jean a lancé un appel solennel pour que les peines privatives de liberté infligées aux journalistes dans l'exercice de leur métier cessent enfin. (**La Vérité, p. 2 ; L'Observateur, p. 2**)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



## Un peu d'humour



L'Express de Madagascar, p. 3

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: [tiaray.randriamalala@eces.eu](mailto:tiaray.randriamalala@eces.eu)

Mirana RAZAFINDRAZAKA: [mirana.razafindrakaza@eces.eu](mailto:mirana.razafindrakaza@eces.eu)

Site web: [www.incipals.eu](http://www.incipals.eu)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne